

Novembre 2011

Fiche de l'Irsem n° 8

Les États-Unis et l'idée de capitulation inconditionnelle

Benjamin BRICE

Pour citer ce document :

Benjamin BRICE, “ *Les États-Unis et l'idée de capitulation inconditionnelle*”

Fiche de l'Irsem n° 8,

novembre 2011, 11 pages

<http://www.irsem.defense.gouv.fr>

Novembre 2011

Les États-Unis et l'idée de capitulation inconditionnelle

La politique de capitulation inconditionnelle (en anglais *unconditional surrender*¹) a été rendue célèbre par l'usage qu'en ont fait les États-Unis lors de la deuxième guerre mondiale, le conflit le plus emblématique de la lutte pour les idéaux libéraux. L'opinion américaine avait alors accueilli avec enthousiasme la doctrine annoncée par Roosevelt et s'était très largement mobilisée dans cette croisade contre la tyrannie. Cependant, après le déclenchement de la guerre froide, les auteurs réalistes ont jugé avec sévérité la décision des États-Unis d'exiger de leurs adversaires la capitulation sans condition : il s'agirait d'une politique idéaliste qui aurait inutilement prolongé la guerre.

Cependant, depuis les années 1980, la politique étrangère américaine a retrouvé **un tour particulièrement idéologique** et l'idée (sinon le vocable) de capitulation sans condition a refait surface. Ainsi, la réussite de la reconstruction au Japon et en Allemagne après la Deuxième Guerre mondiale fut un des grands arguments pour justifier l'invasion de l'Irak ou le maintien de troupes en Afghanistan depuis maintenant dix ans. Pour comprendre les présupposés de cette politique, il est bon de se rappeler à la fois l'histoire de cette doctrine et les arguments mobilisés pour la défendre ou la critiquer.

Définition et origines

L'idée de capitulation inconditionnelle implique la possibilité pour le vainqueur d'imposer au vaincu les termes de la paix de son choix. Il s'agit de compléter la reddition militaire par une **capitulation politique totale** qui laisse le pays défait à la merci de celui qui l'a emporté.

L'exemple le plus célèbre reste la politique du président Franklin Roosevelt lors de la Deuxième Guerre mondiale, lorsqu'il réclame la capitulation inconditionnelle des puissances de l'Axe. Et la reddition de l'Allemagne nazie est celle qui se rapproche le plus du concept de capitulation sans condition. Cependant, on retrouve d'autres exemples à travers l'histoire de politiques pouvant s'apparenter à la capitulation inconditionnelle. Rome finira par commander à Carthage une reddition totale, et n'hésitera pas à détruire entièrement la ville. Grant, lors de la guerre de Sécession exigera du sud une capitulation sans condition. L'armistice qui conclut la Première Guerre mondiale a été vu par l'ouest comme une reddition *conditionnelle*, mais a pu être ressentie autrement à l'est. Pendant la guerre froide, la plus claire application de la capitulation sans condition n'est pas le fait des États-Unis : il s'agit de la reddition totale du sud-Vietnam en 1975 face au nord, reddition qui conduira à la disparition du pays en tant que tel.

¹ L'expression anglaise peut se traduire de plusieurs manières : *surrender* par capitulation ou reddition et *unconditional* par inconditionnel ou sans condition (cf. TROUILLON Jean-Louis, *Dictionnaire de Géopolitique et de Relations Internationales, Anglais-Français, Français-Anglais*, Presses Universitaires de Perpignan, 2006 ; *Le Robert* ne met pas de « s » au mot condition). Nous traduirons indifféremment par « capitulation inconditionnelle », « capitulation sans condition », « reddition inconditionnelle » ou « reddition sans condition ».

Novembre 2011

- GRAHAM FRY Michael, Erik GOLDSTEIN et Richard LANGHORNE, *Guide to International Relations and Diplomacy*, London, Continuum, 2002, II, 6 et IV, 2.

1. De la guerre de Sécession à la Deuxième Guerre mondiale

Lincoln, Grant et la Guerre de Sécession

Dans sa célèbre histoire de la guerre de Sécession, James McPherson retrace l'évolution des buts de guerre du conflit civil américain. Lorsque les hostilités éclatent en 1861, le président Lincoln ne mentionne pas l'esclavage dans ses objectifs, il ne s'agit alors que de réintégrer les États rebelles dans l'Union. Mais le ton change peu à peu. Les abolitionnistes mettent en avant des arguments pratiques, montrant que le sud profite beaucoup de la main-d'œuvre servile pour son effort de guerre. Et à mesure que la guerre dure, il devient évident que la situation antérieure, à savoir un pays à moitié libre et à moitié esclave, ne pourra longtemps perdurer. Ainsi, à partir de la fin de l'année 1862, Lincoln donne une inflexion nouvelle aux buts de guerre et la question de l'esclavage devient centrale : pour maintenir l'Union, il faut désormais mettre fin à l'institution du travail servile dans les États du sud. La rupture est consommée avec la parution de **la Proclamation d'émancipation**, laquelle fixe un ultimatum pour la libération des esclaves, ce que ne peut accepter la Confédération. Le nord doit donc obtenir une **victoire totale**.

Dans ses mémoires, le général Ulysses Grant se souvient de la capitulation qu'il obtint du général Lee à la fin de la guerre. Il ne doutait pas de la bonne foi de celui-ci et le rencontra à Appomattox pour décider des conditions de la reddition de l'armée de Virginie. Les deux hommes discuteront longuement de leurs souvenirs communs, et Grant se montrera généreux envers le vaincu. Pour ne pas humilier les officiers, il leur laissera leur arme de poing ; il autorisera les sudistes à garder leur cheval pour les labours ; il demandera à ce que l'on nourrisse ses adversaires affamés. Et le lendemain, les officiers des deux armées se retrouveront avec joie, comme des amis séparés depuis longtemps. **Ces belles images marqueront profondément les Américains** : le vaincu digne qui reconnaît sa défaite, le vainqueur magnanime qui relève aussitôt son adversaire, et enfin, la promesse d'une réconciliation durable.

Cependant, il faut rester attentif avant de faire de cette fin de conflit un modèle. André Kaspi rappelle que la réconciliation fut longue (les troupes du nord n'ont définitivement quitté le sud qu'en 1877), et que l'esprit de croisade des Républicains, pendant la Reconstruction, a engendré un très fort ressentiment dans le sud, ce qui concourra à la mise en place progressive d'un système durable de ségrégation contre les anciens esclaves. Par ailleurs, comme le souligne Raymond Aron, la guerre de Sécession fut une guerre civile, une guerre au sein d'un même peuple. Dès lors il faut bien que l'un des camps l'emporte entièrement pour qu'il soit possible à nouveau de vivre ensemble. Mais cela ne doit pas constituer un modèle pour des guerres étrangères, dans lesquelles il s'agit d'atteindre certains buts politiques, non pas d'imposer systématiquement ses institutions, ses mœurs ou ses croyances à l'adversaire. **Ainsi, la logique de la victoire totale tient plus de la guerre civile que de la guerre étrangère.**

Novembre 2011

- ARON Raymond, *Paix et guerre entre les nations* (1962), Paris, Calmann-Lévy, Coll. Pérennes, 2004, ch. 1.
- GRANT U. S., *Personal Memoirs of U. S. Grant*, London, Sampson Low, Marston, Searle, & Rivington, 1886, vol. II, ch. 66 et 67.
- KASPI André, *Les Américains*, Paris, Seuil, 1986, coll. Points Histoire, vol. I, ch. 6 et 7.
- MCPHERSON James, *Battle Cry of Freedom: The Civil War Era*, Oxford, Oxford University Press (The Oxford History of the United States), 2003, ch. 10, 16 et 18.

La Première Guerre mondiale

Dans le débat contemporain, Woodrow Wilson reste le président qui a donné son nom au messianisme démocratique (Hassner et Vaïsse). Il est en effet resté célèbre pour avoir voulu dessiner un monde sûr pour la démocratie (*safe for democracy*) à la fin de la Première Guerre mondiale, tentative qui fut largement détruite par le refus du Sénat américain de ratifier le traité de Versailles et de participer à la Société des Nations. Wilson représente donc la volonté de construire **un ordre mondial meilleur**, et son échec symbolise la naïveté et l'irréalisme de ses conceptions (Kennan).

Ce jugement est pourtant à nuancer. Wilson a plaidé auparavant pour une « paix sans victoire », afin d'éviter qu'un des camps soit humilié et refuse d'accepter une paix durable à cause du ressentiment. John Cooper rappelle que Wilson est entré dans le conflit avec une extrême réticence et qu'il fut généralement modéré, contrairement à son rival Théodore Roosevelt qui, lui, réclame une victoire totale. Cependant Wilson a participé au résultat contre lequel il avait mis ses alliés en garde : pour mobiliser l'opinion américaine il a donné **un caractère de croisade à la guerre** et a conduit ses compatriotes au-devant de grandes déceptions qui alimenteront l'isolationnisme des deux décennies suivantes (O'Connor). Affaibli par la maladie, desservi par une certaine arrogance et une indéniable rigidité, il ne saura pas convaincre les Américains de la nécessité d'un nouveau système international (Mayers).

- COOPER John M., *The Warrior and the Priest: Woodrow Wilson and Theodore Roosevelt*, Cambridge (Mass.), The Belknap Press of Harvard University Press, 1983, ch. 19-20.
- HASSNER Pierre et Justin VAÏSSE, *Washington et le monde, Dilemmes d'une superpuissance*, Éditions Autrement, 2003, partie I, ch. 2.
- KENNAN George F., *American Diplomacy 1900-1950* (1951), Chicago (Ill.), The University of Chicago Press, 1970, partie I, ch. 4.
- MAYERS David, *Wars and Peace: The Future Americans Envisioned 1861-1991*, New York, St. Martin's Press, 1998, ch. 3.
- O'CONNOR Raymond G., « Victory in Modern War », *Journal of Peace Research*, vol. 6, no. 4, 1969, pp. 367-384.

Franklin Roosevelt et la conférence de Casablanca de 1943

En janvier 1943, Franklin Roosevelt effectue son premier voyage hors des Amériques, afin de participer avec Churchill à la conférence de Casablanca (Kennedy). À cette époque, l'idée selon laquelle la guerre prendrait un tournant tend à s'imposer : victoires d'El Alamein et de Guadalcanal, résistance à Stalingrad (qui empêche Staline de participer à la rencontre). La conférence se termine par une conférence de presse dans laquelle Roosevelt fera mention de la capitulation sans condition de manière

Novembre 2011

prétendument spontanée. Après avoir évoqué le nom du général Grant, il dira : « L'élimination de la capacité de guerre (*war power*) de l'Allemagne, du Japon et de l'Italie signifie la capitulation inconditionnelle de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon. » Et Roosevelt précise qu'il ne s'agit pas de détruire les populations de ces pays, mais d'**anéantir les philosophies fondées sur la conquête et l'asservissement** des autres peuples. Lorsque Churchill prendra la parole il affirmera être d'accord avec tout ce qui a été dit (Rosenman). Cependant, le communiqué de presse de la conférence ne fait pas mention de la nouvelle doctrine.

La genèse de la doctrine de capitulation inconditionnelle a fait couler beaucoup d'encre. Ainsi certains voient le geste spontané d'un Roosevelt idéaliste qui provoqua surprise et consternation chez un Churchill beaucoup plus modéré (Balfour). Toutefois, Robert Dallek remarque que Roosevelt a commencé à parler en privé de capitulation inconditionnelle dès le mois de mai 1942. Par ailleurs, le secrétaire d'État Cordell Hull, opposé à la demande de capitulation inconditionnelle, a été écarté de la conférence par le président. En outre, le choix des mots lors de la conférence de presse du 24 janvier 1943 paraît avoir été préparé avec soin. En outre, c'est le cabinet britannique qui a ajouté l'Italie à la liste des pays visés, ce qui montre que le discours de Roosevelt n'était pas improvisé. Le plus vraisemblable est donc que Roosevelt et Churchill soient arrivés ensemble à un compromis pour éviter toute apparence de division : **la capitulation sans condition sera évoquée, mais seulement à l'oral**, c'est-à-dire lors de la conférence de presse.

- BALFOUR Michael, « Another Look at 'Unconditional Surrender' », *International Affairs*, vol. 46, no. 3, October 1970, pp. 719-736.
- DALLEK Robert, *Franklin D. Roosevelt and American Foreign Policy, 1932-1945*, New York (N. Y.), Oxford University Press, 1979, ch. 13.
- GRAHAM FRY Michael, Erik GOLDSTEIN et Richard LANGHORNE, *op. cit.*, II, 6.
- KENNEDY David M., *Freedom From Fear: The American People in Depression and War, 1929-1945*, Oxford, Oxford University Press (The Oxford History of the United States), 1999, ch. 17.
- ROSENMAN Samuel I., *The Public Papers and Addresses of Franklin D. Roosevelt, Volume 3 : 1943, The Tide Turns*, New York, Harper & Brothers Publishers, 1950, ch. 6.

La justification de la capitulation inconditionnelle dans la Deuxième Guerre mondiale

David Kennedy insiste sur la position de faiblesse des États-Unis au moment de la conférence de Casablanca. En effet, l'ouverture d'un second front en Europe, comme le réclame Staline avec insistance, n'est pas encore prévu pour cette année-là et Roosevelt craint que ce dernier puisse chercher à obtenir une paix séparée. La demande de capitulation inconditionnelle des puissances de l'Axe permet alors de montrer la volonté des Américains de s'engager jusqu'au bout dans la guerre et repousse les difficiles négociations concernant l'après-guerre à plus tard. Par ailleurs, Robert Dallek met l'accent sur le fait que Roosevelt a en tête le précédent de 1918, lorsque l'Allemagne n'a pas voulu reconnaître sa défaite et a excipé du non respect par l'ouest de tous les engagements des 14 points de Wilson. Pour ne pas se trouver dans une situation semblable, Roosevelt préfère imposer une reddition inconditionnelle et **ne pas avoir à faire de promesses politiques** (Villa). Ainsi, lors d'une conférence de presse en juillet 1944 (au cours de laquelle il donnera une version romancée de la rencontre entre Grant et Lee à Appomattox), le président américain dira « Presque tous les Allemands nient le fait qu'ils se sont rendus lors de la dernière guerre, mais cette fois-ci ils vont le savoir. » (Rosenman). Michael Balfour prend la

Novembre 2011

défense de Roosevelt en affirmant que les Allemands ont besoin de **ressentir fortement l'impasse de l'autoritarisme nationaliste** pour pouvoir changer enfin.

Il y aura de vives discussions quant à la politique de capitulation sans condition lorsque les généraux constateront que le moral allemand ne flanche pas (Kennedy). Mais le débat le plus important se tiendra à propos du Japon. Comme le rappelle Brian Villa, **les militaires et les diplomates étaient plutôt réservés sur la stratégie de capitulation inconditionnelle**. En effet l'argument de la légalité ne leur paraissait pas déterminant, et il craignait plutôt que l'ennemi soit renforcé dans sa volonté de **se battre jusqu'au bout**. Ainsi le général Marshall et le Secrétaire à la Guerre Stimson tentèrent-ils d'adoucir les conditions de la reddition. Mais le président, appuyé par le Secrétariat d'État est demeuré inflexible. En effet, tout assouplissement serait vu comme un aveu de faiblesse inacceptable pour l'opinion américaine. Truman pourra mesurer la situation lors de son arrivée au pouvoir, puisqu'il déclenche une ovation au Congrès en reprenant le terme de capitulation sans condition (Kennedy). Le risque politique en cas de recul est trop grand et la conférence de Potsdam ne donnera comme alternative au Japon que la reddition inconditionnelle (sans garantie pour l'avenir de l'empereur) et la destruction.

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- BALFOUR Michael, <i>art. cit.</i>- DALLEK Robert, <i>op. cit.</i>, ch. 13.- KENNEDY David M., <i>op. cit.</i>, ch. 17, 20 et 22.- ROSENMAN Samuel I., <i>The Public Papers and Addresses of Franklin D. Roosevelt</i>, Volume 4 : 1944-45, <i>Victory and the Threshold of Peace</i>, New York, Harper & Brothers Publishers, 1950, ch. 55.- VILLA Brian L., « The U. S. Army, Unconditional Surrender, and the Potsdam Proclamation », <i>The Journal of American History</i>, vol. 63, no. 1, June, 1976, pp. 66-92 |
|---|

2. La remise en cause de la capitulation sans condition pendant la guerre froide

La critique des réalistes américains

Après le déclenchement de la guerre froide, les théoriciens américains ont cherché à comprendre quelles ont été les erreurs de la politique étrangère américaine depuis l'entre-deux-guerres. De nombreux penseurs réalistes vont remettre en cause à la fois l'isolationnisme des États-Unis dans les années 1920 et 1930, et l'esprit de croisade du pays pendant la Deuxième Guerre mondiale. George Kennan, par exemple, dénonce l'idée de jugement moral qui sous-tend le concept de capitulation sans condition : les États-Unis ont fait la guerre avec l'indignation d'un justicier punissant celui qui a enfreint la loi. Mais cette conduite légaliste manque gravement son objectif. Malgré un désir de mettre fin à la guerre et à la violence, l'Amérique a inutilement prolongé et la guerre et la violence, puisqu'**un conflit moral ne peut s'achever que par la pleine reconnaissance par le vaincu de l'injustice de sa propre cause**, c'est-à-dire par une soumission totale. Si l'on aime la paix, mieux vaut donc se contenter de poursuivre son intérêt national, non la justice universelle.

En ce sens, l'idée de croisade a sans doute contribué à empêcher tout compromis et la propagande de Goebbels se servira de la menace de capitulation inconditionnelle pour montrer aux Allemands que la seule alternative à la résistance acharnée est la servitude. Par ailleurs, il paraît après coup puéril de la part des États-Unis, de refuser toute garantie quant au maintien de l'empereur du Japon, puis

Novembre 2011

finalement de le laisser en place une fois le pays vaincu : cette **prolongation du conflit** a tout de même coûté deux bombes atomiques (Graham Fry, Goldstein et Langhorne). Pour O'Connor, le caractère moral de la guerre est un fait nouveau dans l'histoire américaine et Casablanca marque un véritable virage pour le pays.

Henry Kissinger, critique lui aussi la capitulation inconditionnelle qui « rendit la guerre froide inévitable ». En effet, après la victoire, il est difficile de déloger un ancien allié de ses positions, à moins de prendre le risque d'une grosse confrontation. Il faut donc discuter des buts de guerre à l'avance afin de parvenir à un accord, tout particulièrement dans une perspective de victoire totale. Or Roosevelt a eu trop peur que ces discussions ne dissolvent l'alliance. Raymond Aron, pour sa part, regrette que les États-Unis n'aient **pas été capables de déterminer leurs buts de guerre**, ne serait-ce que pour eux-mêmes. Cela leur aurait permis d'y conformer leur action envers les adversaires, mais aussi l'imposant allié du moment : « Les stratèges ne savaient pas quelle Europe et quelle Asie répondraient à l'intérêt américain. Ils ne savaient pas si le Japon ou l'Allemagne était l'ennemi ou un *certain* Japon ou une *certaine* Allemagne. ».

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">- ARON Raymond, <i>op. cit.</i>, ch. 1.- GRAHAM FRY Michael, Erik GOLDSTEIN et Richard LANGHORNE, <i>op. cit.</i>, IV, 2.- KENNAN George F., <i>op. cit.</i>, partie I, ch. 6.- KISSINGER Henry A., « Reflections on American Diplomacy », <i>Foreign Affairs</i>, vol. 35, no. 1, Oct. 1956, pp. 37-56.- KISSINGER Henry, <i>Diplomacy</i>, New York (N. Y.), Simon & Schuster, 1994.- O'CONNOR Raymond G., <i>art. cit.</i> |
|--|

Le tournant de la guerre de Corée

Pour beaucoup d'observateurs, la guerre de Corée constitue un changement dans l'histoire de la capitulation inconditionnelle. En effet, les Américains ont accepté une victoire limitée et se sont contentés du *statu quo* dans la péninsule. Cependant, il existe plusieurs évaluations de la situation nouvelle. André Kaspî remarque que « les guerres de l'après-guerre s'achèvent rarement par des victoires. » Ainsi, le limogeage du général McArthur, héros de la Deuxième Guerre mondiale et auteur de la fameuse formule – « En guerre, il n'y a pas de substitut à la victoire » –, montre la nouveauté de la guerre de Corée et son aspect limité : il n'est plus question de capitulation sans condition. Plus largement, George Herring parle d'un retour à la normale et de **la remise en cause de l'illusion d'une omnipotence américaine**.

Le théoricien américain Michael Walzer reconnaît également l'écart qui sépare le conflit en Corée de la Deuxième Guerre mondiale, mais plutôt qu'un changement dans les principes, il voit une différence qui tient avant tout à la situation, ce qui lui permet de défendre la politique de capitulation inconditionnelle dans un cas et la limitation des hostilités dans l'autre. Pour cela il se fonde sur le principe suivant : « À moins que les agissements [d'un] régime ne constituent une offense permanente à la conscience de l'humanité, sa destruction ne peut être un objectif militaire légitime. » Le combat contre le nazisme était donc l'exception, et les atrocités du régime justifiaient pleinement son annihilation. Mais, en règle générale, **la guerre n'est pas une opération de police visant à punir toute violence illégale**. Il faut aussi prendre en compte le fait que dans un conflit prolongé, le nombre de victimes innocentes augmente. Et pour répondre à la critique des réalistes, Walzer affirme que le franchissement du 38^{ème}

Novembre 2011

parallèle en Corée par les troupes américaines (qui aura pour conséquence l'entrée en guerre de « volontaires » chinois et l'allongement de la durée des combats) doit être attribué à *l'hubris militaire* plutôt qu'à un quelconque *idéisme démocratique*.

Le choix du président Truman d'écarter le général McArthur a été interprété par certains commentateurs comme la réaffirmation du pouvoir civil sur le pouvoir militaire. Cependant, pour Raymond Aron, l'essentiel ne se situe pas là : l'écart entre la guerre de Corée et la Deuxième Guerre mondiale ne tient pas au conflit entre le soldat et l'homme politique, mais à celui qui oppose deux types de guerre, guerre limitée et guerre d'annihilation. Roosevelt n'a pas été sous la coupe de ses généraux, son erreur vient plutôt de son choix « d'une stratégie d'anéantissement, orientée vers un objectif militaire plutôt que politique ». La guerre de Corée marque une étape importante, car le président Truman donnera la priorité aux arguments politiques sur les arguments militaires, et cette stratégie conduira à une paix négociée. Et Aron de conclure : « **Les Occidentaux ont perdu la grande illusion, la croyance aux vertus miraculeuses de la victoire.** »

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">- ARON Raymond, « De la paix sans victoire, Note sur les relations de la stratégie et de la politique », in <i>Les sociétés modernes</i>, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Quadrige, 2006, pp. 939-951.- HERRING George C., <i>From Colony to Superpower: U.S. Foreign Relations since 1776</i>, Oxford, Oxford University Press (The Oxford History of the United States), 2008, ch. 18.- KASPI André, <i>op. cit.</i>, vol. II, ch. 12.- WALZER Michael, <i>Guerres justes et injustes, Argumentation morale avec exemples historiques</i>, traduit de l'anglais (États-Unis) par Simone Chambon et Anne Wicke, Paris, Gallimard, Folio Essais, 2006, partie II, ch. 7. |
|--|

Les États-Unis à l'heure du réalisme

La politique étrangère de l'Amérique jusqu'aux années 1980 est marquée par un rejet de la politique de capitulation inconditionnelle. Même si le pays a connu des guerres meurtrières, celles-ci ont toujours été contenues dedans certaines limites, et n'ont pas été menées comme des croisades. Comme le rappelle Dror Yuravlivker, Johnson exige en 1965 à propos du Vietnam non pas une capitulation sans condition, mais **des discussions sans condition** (*unconditional discussions*). Et si la force doit être utilisée cela se fera avec retenue. Johnson, suivant la modération de Truman en Corée, ne veut pas réveiller de fièvres guerrières qui risqueraient de soumettre le pays aux passions populaires (Hamilton).

De son côté, Raymond Aron remarque que la politique modérée (parfois même machiavélique) du couple Nixon-Kissinger présente de nombreuses ressemblances avec celle des cabinets européens du XIX^e siècle, naguère tant dénigrée par les Américains. John Gaddis montre que le changement de ton dans la diplomatie américaine depuis la Deuxième Guerre mondiale tient en grande partie à **la présence des armes atomiques**. Les leaders sont sans doute aussi belliqueux qu'auparavant, mais ils ont perdu leur optimisme : nul n'est certain de l'emporter, ni même de survivre à une guerre. La **confrontation des deux grands** a donc abouti à une certaine modération dans l'emploi de la force. Peu à peu, les États-Unis adoptent la recommandation de George Kennan : pour influencer le reste du monde l'exemple vaut mieux que le précepte (Mayers). La conjoncture particulière de la guerre froide pour l'Amérique (adversaire de puissance proche détenant lui aussi des armes nucléaires) a créé un climat favorable au compromis.

Novembre 2011

- ARON Raymond, *La République impériale*, in *Une histoire du XX^e siècle*, Paris, Plon, 1996, p. 362.
- GADDIS John Lewis, *The Cold War: A New History*, London, Penguin Books, 2007, p. 261-262.
- HAMILTON Michael P. (ed.), *American Character and Foreign Policy*, Michigan, William B. Eerdmans Publishing Company, 1986, p. 152.
- MAYERS David, *op. cit.*, ch. 6.
- YURAVLIVKER Dror, « "Peace without Conquest": Lyndon Johnson's Speech of April 7, 1965 », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 36, no. 3, Sep. 2006, pp. 457-481

3. L'hégémonie américaine et la réapparition de l'idée de victoire totale

La puissance américaine dans l'après-guerre froide

La fin de la guerre froide redonne confiance aux États-Unis dans ses forces. Le président Bush, par exemple, n'hésitera pas à espérer en 1990-1991 la mise en place d'un « nouvel ordre mondial » (Colson). Mais cet ordre nouveau se fait désirer, et Stanley Hoffmann, lorsqu'il retrace la présidence de Bill Clinton remarque que ce dernier s'est montré particulièrement unilatéraliste, notamment dans le domaine économique. La nouvelle conjoncture mondiale n'a donc pas amélioré la coopération internationale : tant que l'Amérique avait à composer avec des alliés contre l'Union soviétique, elle a dû se montrer conciliante et faire des concessions, mais une fois seule grande puissance, elle se laisse griser par **l'hubris de la force**.

Dans le même temps, naît la nostalgie des conflits opposant sans ambiguïté le bien et le mal en vue d'une victoire totale. Walter Mead, dans sa description des quatre tendances de la politique étrangère américaine, remarque que l'appétence pour la capitulation sans condition est le fait de ceux qu'il appelle les « jacksoniens ». Ils aiment la victoire sans réserve, suivi de l'expression de la magnanimité de l'Amérique qui relève le vaincu. En revanche, ils ne peuvent pardonner à ceux qui ne reconnaissent pas leur défaite et la fausseté de leur cause (Fidel Castro, les Mollahs iraniens). Or la Russie n'a jamais capitulé officiellement, privant les États-Unis d'une grande victoire. Ainsi, à la fin des années 1990, David Kennedy peut dire que la Deuxième Guerre mondiale demeure **la dernière véritable croisade américaine**, « peut-être la dernière bonne guerre ».

Max Boot comprend cette nostalgie, mais elle lui semble procéder de prémisses fausses, d'une confusion entre petite et grande guerre. Son ouvrage est une tentative pour retrouver la tradition de la petite guerre tout au long de l'histoire américaine, c'est-à-dire ces guerres dans lesquelles les objectifs sont équivoques et la victoire totale impossible. La simplicité de la Seconde Guerre mondiale est un modèle trompeur qu'il ne faut pas appliquer aux petits conflits. Cependant, Max Boot ne renonce pas aux buts grandioses de la lutte contre la tyrannie. En effet, il affirme que **le succès de l'imposition de la démocratie libérale n'est pas seulement le fait des grandes croisades** (comme pour le Japon et l'Allemagne) ; ce résultat peut aussi être atteint par une petite guerre, à condition que l'armée reste suffisamment longtemps, comme cela fut à peu près le cas aux Philippines. Le paradigme de la Seconde Guerre mondiale n'est pas la seule voie pour ceux qui souhaitent élargir « l'empire de la liberté ». Il semble donc possible de renouer avec les espoirs de ce grand combat sans utiliser, pour autant, les mêmes moyens.

Novembre 2011

- BOOT Max, *The Savage Wars of Peace: Small Wars and the Rise of American Power*, New York, Basic Books, 2002.
- COLSON Bruno, *La stratégie américaine et l'Europe*, Paris, Economica et Institut de stratégie comparée, 1997, ch. 1.
- HOFFMANN Stanley, *Chaos and Violence, What Globalization, Failed States, and Terrorism Mean for U.S. Foreign Policy*, Rowman & Littlefield Publishers, Maryland, 2006.
- KENNEDY David M., *op. cit.*, ch. 22.
- MEAD Walter Russell, *Sous le signe de la Providence : Comment la diplomatie américaine a changé le monde*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Séverine Mathieu, Paris, Odile Jacob, 2003, ch. 7.

La guerre à la terreur et le conflit en Irak

L'Amérique n'a pas changé à la suite du 11 septembre et de la guerre en Irak, selon Robert Kagan, elle est plutôt redevenue elle-même. Après une époque d'incertitude (causée notamment par l'échec du Vietnam), le pays a retrouvé son assurance et renoue avec sa tradition diplomatique : peser d'un grand poids sur la scène internationale, et promouvoir la démocratie ainsi que les institutions libérales partout dans le monde. Et les États-Unis doivent reprendre le combat puisque les ennemis de la liberté existent encore. Après le Japon impérial, l'Allemagne nazie et la Russie soviétique, Kagan constate l'avènement d'**un nouvel adversaire à détruire** : la coalition de toutes les autocraties dans le monde. La vision idéologique du monde regagne en vigueur. Ainsi Pierre Hassner et Justin Vaïsse insistent-ils sur le désir du président Bush de promouvoir, à la suite de Reagan, la clarté morale (*moral clarity*) dans l'approche des problèmes internationaux, ce qui encourage un certain manichéisme. Il existe bel et bien le désir de **tourner la page des conflits ambivalents de la guerre froide** et de renouer avec la défense de valeurs universelles lors de combats sans ambiguïtés.

Dans ses mémoires, George W. Bush nous décrit sa réaction face aux événements du 11 septembre : « Quelqu'un avait osé attaquer l'Amérique. Ils allaient le payer. » Il poursuit quelques pages plus loin : « Tout comme Franklin Roosevelt avait rassemblé la nation pour défendre la liberté, ce serait ma responsabilité de conduire une nouvelle génération à protéger l'Amérique. » Et la référence suivante concerne Lincoln, que le président Bush admire pour sa clarté morale : à cette époque, il n'y avait le choix qu'entre la servitude et la liberté. Tels seront donc les principes de la guerre à la terreur. Ainsi, **Bush se situe dans la lignée des deux principales figures de la politique de capitulation sans condition** de l'histoire américaine. Par ailleurs, il argue des réussites démocratiques en Allemagne, au Japon et en Corée, pour justifier la guerre en Irak et transformer l'invasion en entreprise de libération.

Dario Battistella contraste l'attitude des Américains lors des deux guerres d'Irak. Dans la première, en exigeant seulement le retrait des troupes irakiennes, ils se sont contentés d'une victoire limitée, et n'ont pas cherché à renverser Saddam Hussein, ni à remettre en question la souveraineté du pays. En revanche, dans la guerre de 2003, l'attitude des Américains fut inverse, « fondant la perception de l'ennemi moins sur les capacités réelles de ce dernier que sur les intentions qui lui sont prêtées, n'hésitant pas à envisager l'hypothèse d'une frappe préventive et menant la guerre, une fois déclenchée, jusqu'à la capitulation complète de l'ennemi. ». Stanley Hoffmann observe le même écart et remarque que les néoconservateurs déçus par la pusillanimité de Bush père se tourneront vers le fils. **Pour rendre la guerre populaire, elle a été présentée en termes simples et manichéens**, qui s'insèrent parfaitement parmi les idéaux américains. Mais Hoffmann constate que la victoire militaire passée, les problèmes politiques demeurent entiers et que les Américains n'avaient aucune expérience de la gestion des affaires politiques et administratives irakiennes. Pour conclure, Hoffmann décèle une importante

Novembre 2011

nouveauté dans la politique étrangère du pays : l'exceptionnalisme américain repose désormais principalement sur la puissance militaire.

- BUSH George W., *Decision Points*, New York, Crown Publishers, 2010.
- BATTISTELLA Dario, « « Liberté en Irak » ou le retour de l'anarchie hobbienne », *Raisons politiques*, 2004/1, no. 13, p. 59-78.
- HASSNER Pierre et Justin VAÏSSE, *Washington et le monde, Dilemmes d'une superpuissance*, Éditions Autrement, 2003, ch. 8.
- HOFFMANN Stanley (with Frédéric BOZO), *Gulliver Unbound: America's Imperial Temptation and the War in Iraq*, Lanham (MD), Rowman & Littlefield Publishers, 2004.
- KAGAN Robert, *La puissance et la faiblesse* (Suivi de *Le revers de la puissance*), traduit de l'anglais (États-Unis) par Fortunato Israël, Paris, Plon, 2004.
- KAGAN Robert, *Le retour de l'histoire et la fin des rêves*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Fortunato Israël, Paris, Plon, 2008.

L'Amérique à la croisée des chemins

Les échecs du renouveau idéologique américain en Irak et en Afghanistan et la crise économique font que l'Amérique aborde le nouveau millénaire avec une certaine morosité. L'historien britannique Michael Howard constate amèrement que **les États-Unis n'ont toujours pas appris les leçons du passé**, puisqu'ils ont été trompés une fois de plus par leur conscience libérale. Il dénonce tout particulièrement le « libéralisme musclé » (*muscular liberalism*), la doctrine de ceux qui veulent faire advenir la paix éternelle par l'imposition des valeurs libérales sur toute la planète, au prix de confrontations meurtrières.

L'optimisme américain de 2001 lors de l'invasion de l'Afghanistan a fait place à un certain découragement et les perspectives de victoire semblent disparaître les unes après les autres. Il y a peu, les ennemis représentaient le mal absolu qu'il fallait anéantir. Tout compromis était une faute morale. Désormais, les insurgés redeviennent des partenaires avec lesquels il est possible de **négoier en vue de mettre un terme au conflit** (Sicourmat). Plus ambigu est le discours de Barack Obama lors de la réception de son prix Nobel de la paix en 2009. D'un côté il adopte un ton beaucoup moins martial que son prédécesseur, il refuse de justifier tous les moyens par l'élévation morale de la fin et il met en garde ceux qui pensent que la paix sur la terre est à portée de main. Mais d'un autre côté, il affirme que le mal existe (avec lequel on ne peut négocier) et que la paix ne pourra advenir sur terre sans l'expansion de la liberté et de la tolérance, c'est-à-dire les idéaux promus par l'Amérique. La rhétorique a changé, la conception du monde demeure.

- HOWARD Michael, *War and the Liberal Conscience* (1977), London, Hurst & Company, 2008, foreword.
- OBAMA Barack, *Remarks by the President at the Acceptance of the Nobel Peace Prize*, December 10, 2009. (<http://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-acceptance-nobel-peace-prize>)
- SICOURMAT Camille, « Le conflit afghan : panorama des analyses des spécialistes de sciences sociales », *Fiche de l'Irsem n° 4*, avril/août 2010. (<http://www.irsem.defense.gouv.fr/spip.php?article74>)

Novembre 2011

Conclusion

Michael Walzer, on s'en souvient, soutient la politique de capitulation sans condition de Roosevelt comme une exception justifiée par l'horreur inouïe du régime nazi. Il n'en conseille pas moins, en règle générale, de ne pas faire de son adversaire un criminel de droit commun, car il n'existe pas de police internationale reconnue par tous. Par ailleurs, la mise en œuvre du châtimeur pourrait encore accroître la violence au détriment de vies innocentes. **Les États ennemis doivent donc être traités à tout moment comme de futurs partenaires** si l'on veut donner toutes ses chances à la paix.

Raymond Aron présente le désir de capitulation inconditionnelle comme une tentative permanente de la politique étrangère américaine. En effet, **la philosophie libérale des États-Unis** a parfois du mal à distinguer l'intérieur de l'extérieur puisque le pays repose sur des idées à vocation universelle : les valeurs américaines sont bonnes pour tous les hommes, et il serait injuste de ne pas se battre pour que tous puisse enfin les adopter. Une telle conception de l'ordre international conduit à percevoir chaque conflit comme **une sorte de guerre civile au sein de l'humanité**, et à exiger l'adoption par le vaincu des normes de vie du vainqueur, qui sont les normes de la vie bonne. Pour rendre le monde plus tranquille, faut-il alors renoncer aux idéaux à vocation universelle, ne plus promettre la paix éternelle ? Au début des années 1960, ce conseil n'apparaissait pas raisonnable à Raymond Aron : « L'Occident peut-il ne rien promettre ? ... Doit-il se résigner à la guerre fatale alors que l'univers communiste annonce les lendemains qui chantent ? ». La réponse qu'il nous faut apporter aujourd'hui à ce dilemme dépendra de notre lecture du monde en gestation : apercevons-nous plutôt la venue d'une ère d'équilibre de la puissance entre corps politiques particuliers, ou bien la confrontation sans remède d'idées ou de religions s'adressant à l'humanité entière.

- | |
|---|
| <p>- ARON Raymond, <i>Paix et guerre entre les nations</i>, <i>op. cit.</i>, ch. 1 et ch. 19.
- WALZER Michael, <i>op. cit.</i>, partie II, ch. 7</p> |
|---|